

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Aux-racines-du-nationalisme-des-Etats-Unis>

Logiques de guerre

# Aux racines du nationalisme des Etats Unis

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 6 décembre 2002

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Tout en promettant de défendre, partout dans le monde, la liberté et la démocratie, le document stratégique publié le 20 septembre par l'administration Bush met fin au désarmement ; interdit à toute puissance de vouloir rivaliser avec les Etats-Unis sur le plan militaire ; théorise l'intervention à titre préventif ; soustrait les citoyens américains à la juridiction de la Cour pénale internationale. Bref, les Etats-Unis revendiquent le statut d'« Empire du Bien » auquel ils aspirent depuis un siècle.**

**Par Norman Birnbaum \***

[Le Monde Diplomatique](#), Octobre 2002

Lorsque Abraham Lincoln fut réélu en 1864, Karl Marx le félicita au nom de l'International Workingmen's Association [1]. Charles Francis Adams, alors ministre du gouvernement américain, lui répondit en ces termes : « Le gouvernement des Etats-Unis a pleinement conscience que sa politique n'est pas, et ne devra jamais être, réactionnaire. Cependant, nous devons garder le cap qui fut toujours le nôtre, c'est-à-dire nous abstenir de toute propagande et interventions illégales à l'étranger. Nos principes nous dictent d'appliquer la même justice à tous les êtres humains et à tous les Etats, et nous comptons sur les conséquences bénéfiques de nos efforts pour obtenir le soutien de nos concitoyens ainsi que le respect et l'amitié du monde entier. » La phrase de M. George W. Bush, « Vous êtes avec nous ou contre nous », laisse supposer que le parti de Lincoln a changé. Comment et pourquoi ?

Le nationalisme américain a toujours oscillé entre un pragmatisme brutal et un idéalisme rhétorique. Cet idéalisme, qui représente un danger pour les tenants du pragmatisme, a été exploité avec cynisme par ces derniers. En effet, que se passerait-il si les citoyens en venaient à prendre au mot le progressisme de la Déclaration d'indépendance ?

La description que fait Tocqueville des Etats-Unis, cette nation écartelée entre régionalisme et mobilité, matérialisme et religiosité, privatisation et nationalisme arrogant, est toujours d'actualité. C'est la république commerciale condamnée par Thomas Jefferson lorsqu'il meurt en 1826, cinq ans avant le voyage de Tocqueville. Jefferson et ses descendants voulaient renouer avec l'universalisme rédempteur de la Déclaration d'indépendance. Mais si celle-ci continue de façonner l'image que la nation se fait d'elle-même, c'est moins sous la forme d'une mémoire collective que sous celle d'une religion. Ou plutôt d'une secte. Pour en devenir membre, il suffit d'accepter ses principes, ce qui a rendu possible l'intégration, si imparfaite soit-elle, des catholiques et des protestants, des gentils et des juifs, des Blancs et des Noirs, des Européens, des Latins et des Asiatiques.

Le nouveau gouvernement pratique un mélange des genres surréaliste. L'administration Bush exige l'application des droits de la personne en Iran, mais demande aux tribunaux de cesser leurs poursuites contre la transnationale Exxon, accusée de complicité dans la répression en Indonésie.

Ceux qui se souviennent du stalinisme en reconnaîtront les symptômes. Cependant, Staline n'avait pas cette capacité à façonner l'opinion publique que le capitalisme américain perfectionne depuis maintenant un siècle. Le gouvernement Bush est issu d'une élite dont le cynisme convient à cette époque post-morale, depuis longtemps habituée à acheter l'opinion publique et les responsables politiques, aux Etats-Unis comme à l'étranger. Le régime actuel s'appuie également sur les protestants fondamentalistes, ces fanatiques persuadés que les Etats-Unis jouent un rôle central dans la lutte biblique du Bien contre le Mal et qui s'appuient sur la certitude que ce pays doit diriger le monde [2].

Comment en est-on arrivé là, après la relative modernité du gouvernement Clinton, qui avait gagné la coopération du

capital transnational, prôné une suprématie américaine plus sereine, invité les élites étrangères à participer aux décisions internationales et défendu une version, certes minimaliste, de la social-démocratie internationale ?

M. Bush est-il un faux traditionaliste ou un faux moderne ? A l'origine, les républicains étaient les adversaires acharnés de l'esclavage. C'était également le parti de l'expansion continentale - Lincoln lui-même combattit dans la guerre contre le Mexique [3] -, de l'industrialisation à marche forcée et de l'ouverture maximale à l'immigration européenne. Son but ultime était la défense du modèle américain et de ses intérêts nationaux face à un monde corrompu. Ses grands principes économiques étaient l'ouverture des marchés aux produits américains, le protectionnisme pour l'économie et l'importation en masse de capitaux.

A la fin du XIXe siècle, ce triomphalisme se tourne vers le monde extérieur. L'ouest du pays prend l'ascendant et les excédents de ressources rendent possible la conquête de nouveaux territoires. Nationaliste et interventionniste, la population réclame la guerre contre l'Espagne. Les Philippines sont annexées en 1898 par le républicain McKinley (1897-1901).

### Une petite classe dirigeante

Lorsque l'occupation se transforme en lutte armée contre les indépendantistes, un mouvement de protestation traversant toutes les couches sociales apparaît. Ce mouvement n'est pas sans rappeler celui que suscitera la guerre du Vietnam, qui allait inciter les « sages » (la classe dirigeante) à pousser Lyndon Johnson à mettre fin à un conflit trop cher et dangereux pour la paix civile. McKinley, lui, entre 1897 et 1901, pouvait encore s'appuyer sur l'expansionnisme du capitalisme naissant. Le millénarisme américain devient le terreau idéologique d'un nouveau type d'impérialisme.

Ce dernier sera transformé en principe par le successeur de McKinley, Theodore Roosevelt (1901-1909). Réformiste, Roosevelt cherche à intégrer les immigrants et à civiliser le nouveau capitalisme. Il met l'Amérique à égalité avec les grandes puissances, provoque une révolution en Colombie, en novembre 1903, pour créer le Panama - condition première à la construction du canal. Et il affirme que les Etats-Unis doivent jouer dans l'hémisphère occidental « un rôle de policier international ». C'est cet impérialisme soucieux des petites gens qui donnera naissance à l'Etat-providence militarisé construit par les successeurs de Roosevelt.

Les Eglises, une partie de l'intelligentsia laïque et les socialistes expriment leur inquiétude. Les fermiers du mouvement populiste, ennemis de la modernité incarnée par les grandes villes, se posent comme les oubliés de l'impérialisme. Leurs griefs sont à l'origine de l'isolationnisme aigri de l'entre-deux-guerres, qui s'opposera, au sein du Parti républicain, à l'internationalisme des banquiers et des industriels.

Les républicains finiront par abandonner Roosevelt à cause de ses réformes économiques, mais cèdent la présidence à un réformiste démocrate, Woodrow Wilson (1913-1921). Impérialiste moral à tendance calviniste, Wilson intensifie l'intervention en Amérique latine. L'administration démocrate poursuit l'intégration des immigrants, notamment des catholiques, dans la vie politique. La frange internationaliste du grand capital applaudit la guerre contre l'Allemagne. S'y opposent les socialistes et les éléments populistes du Parti démocrate, dont le leader, William Jennings Bryan, démissionne de son poste de secrétaire d'Etat.

Mais la guerre réunit les suffrages des idéologues de l'impérialisme, de la nouvelle technocratie, du grand capital et d'une large part du mouvement ouvrier, tous favorables à l'extension des prérogatives du gouvernement fédéral. Le grand projet de Wilson, intégrer les Etats-Unis à la Société des nations, échoue à cause d'oppositions contradictoires. Les isolationnistes des deux partis, qui se vengent de l'entrée en guerre, et les unilatéralistes, qui estiment que les Etats-Unis doivent être libres d'utiliser leur nouvelle puissance. L'adversaire républicain de Wilson,

le sénateur Lodge, un patricien de la Nouvelle-Angleterre, affirme que l'Amérique doit saisir sa chance, car elle est devenue la plus grande puissance mondiale.

Pendant l'entre-deux-guerres, l'élite qui préside à la politique étrangère gère la paix agitée et prépare la guerre à venir. Les universitaires, les banquiers, les journalistes et les juristes travaillant pour le grand capital sont majoritairement originaires de l'Est et protestants. Réunis dans le Conseil des affaires étrangères, ils influencent le gouvernement et l'opinion, décident des priorités internationales et distinguent entre politiques « responsables » et « irresponsables ». Le futur secrétaire d'Etat du président Dwight Eisenhower (1953-1961), John Foster Dulles, fut une de leurs figures de proue, en même temps qu'il représentait, en tant qu'avocat, les intérêts du IIIe Reich. Nelson Rockefeller convaincra le Conseil de soutenir la carrière de son jeune protégé, M. Henry Kissinger, professeur à Harvard.

Cette élite va intégrer aussi bien les gouvernements démocrates que républicains. Et si elle est divisée sur certains points, elle reste unanime quant à l'importance à accorder à la domination américaine. Les éléments républicains issus de la Côte est et ceux liés à Wall Street dominant ce petit milieu. Mais, dans leur propre parti, ils s'affrontent aux derniers partisans du populisme progressiste originaires du Midwest. Méfiants à l'égard de Wall Street, ces républicains prônent un isolationnisme souvent fondé sur une vision de classe, proche de celui des Allemands et des Irlandais, qui refusent toute alliance avec l'Angleterre.

Le Parti démocrate de Franklin Roosevelt (président de 1933 à 1945) est une coalition bancal de socialistes, de syndicalistes, de technocrates et de banquiers. Il incorpore d'anciens républicains progressistes et accueille également les catholiques et les juifs. Son internationalisme est wilsonien, avec des consonances sociales-démocrates. Mais les divisions de son parti, ainsi que la pression exercée sur lui-même et son successeur, Harry Truman (1945-1953), par l'internationalisme version républicaine, le pousseront à faire alliance avec le grand capital au sein de l'Etat-providence militarisé.

Les républicains abandonnent l'isolationnisme en 1941. Mais, à travers le maccarthysme et la méfiance envers les Européens, ils insufflent un nationalisme agressif. Les Eglises protestantes, qui soutiennent depuis un siècle l'envoi de missionnaires en Chine, sont rendues furieuses par l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949. L'unilatéralisme de ces républicains transparaît dans leur refus de la réduction des armements, leur fascination pour la théologie thermonucléaire et leur rhétorique belliqueuse. Mais le plus étonnant, c'est que les présidents républicains (Dwight Eisenhower, Richard Nixon, Gerald Ford et même MM. Ronald Reagan et George Bush père) obéiront toujours à ces élites, qui façonnent la politique étrangère, et resteront en fait aussi multilatéralistes que les démocrates.

Les opérations secrètes de la CIA, les interventions économiques, politiques et militaires dans le monde entier, la manipulation des pays alliés, tout cela fut pratiqué autant par les démocrates que par les républicains. Et si l'on regarde en arrière, de nombreuses différences qui semblaient les séparer apparaissent aujourd'hui relativement insignifiantes. Mis à part M. Reagan, aucun président républicain n'a directement attaqué le contrat social. Tous ont simplement accepté son effacement, provoqué par l'évolution du capitalisme.

En quoi le président actuel est-il différent ? Son grand-père, Prescott Bush, né en Nouvelle-Angleterre, est l'associé du plus riche démocrate de l'époque du New Deal, Averill Harriman. Prescott, gouverneur et sénateur du Connecticut, favorable à l'internationalisme de Roosevelt ainsi qu'à son réformisme social. Son fils George (l'ancien président) émigre après la guerre au Texas, dont l'économie s'ouvre à l'armement, à la finance et la haute technologie. Il ne doit sa carrière politique qu'à ses liens étroits avec les milieux d'affaires (avant de devenir le vice-président de M. Reagan, il fut ambassadeur en Chine, aux Nations unies, et dirigea la CIA).

Représentant la vieille élite républicaine, il n'est pas à son aise dans un parti auquel M. Reagan a donné une teinte

beaucoup plus plébéienne. Au cours de sa campagne présidentielle, il doit même quitter le Conseil aux affaires étrangères, car certains républicains archaïques pensent que cette institution complote contre la souveraineté du pays.

M. George W. Bush, son fils, ne subit pas ce type de contraintes. Sa domination politique au Texas est écrasante. Il n'a jamais attaqué frontalement l'Etat-providence, collabore avec les communautés noires et hispaniques et a rempli un vide idéologique en défendant une version individuelle et ritualisée de la religion. Les démocrates se moquent de son népotisme, l'accusant de considérer la politique comme du business. Mais, en fait, il a compris un aspect fondamental du capitalisme : la soumission de la sphère publique au marché. Ses associés en affaires, tout comme son père, sont présents dans le commerce des armes, les services financiers, la pétrochimie et la haute technologie. Et il a placé leurs représentants à la tête des institutions et des départements fédéraux.

### Etat d'urgence

Pour flatter le pays, M. Bush oppose constamment un monde extérieur indifférent ou hostile à une société américaine droite et saine. Quant à ses velléités de retour à un minimum de protection sociale, elles sonnent comme une évocation spectrale de la période allant de 1941 à 1964. Une large partie de la population ayant compris, à son corps défendant, que des pans entiers du capitalisme américain s'appuient sur des activités criminelles, il devient difficile de maintenir un quelconque consensus [4]. Face à cela, le gouvernement essaie de changer de sujet en développant une rhétorique belliqueuse. Le Parti démocrate, soumis à un lobby israélien ne désirant qu'une chose, la guerre contre l'Irak et, si possible, l'Iran, ne semble pas en mesure d'émerger de son coma politique. Sa passivité face au coup d'Etat judiciaire des élections de 2000 lui a été fatale.

Les démocrates plongés dans la plus grande tourmente idéologique, M. Bush sait qu'il ne doit sa place qu'à une quasi-absence d'opposition. En conséquence, il ne gouverne qu'en tant que chef d'une minorité, passant d'une majorité éphémère à une autre. Mais les attaques du 11 septembre 2001 lui ont donné l'occasion de déclarer l'état d'urgence pour une durée indéfinie. Et si la vacuité de son idéologie est criante, il serait naïf d'ignorer sa maîtrise absolue de l'écrasant appareil répressif. Il parle de la nation comme d'une Eglise, mais sa version du républicanisme la réduit en fait à un agrégat de tribus en pleine décomposition.

\* **Norman Birnbaum**, est Professeur à l'Université de Georgetown, Washington. Auteur de *After Progress. European Socialism and American Social Reform in the Twentieth Century*, Oxford University Press, Oxford (Royaume-Uni), 2001

*Post-scriptum :*

**Notas :**

---

[1] L'Association internationale des travailleurs a été créée à Londres en septembre 1864, par des owenistes et des chartistes anglais, des proudhoniens et des blanquistes français, des nationalistes irlandais, des patriotes et socialistes polonais, italiens et allemands. Marx l'a abandonnée en 1872, quand son siège a été transféré à New York.

[2] Lire Ibrahim Warde, [« Il ne peut y avoir de paix avant l'avènement du Messie »](#), Le Monde diplomatique, septembre 2002.

[3] La guerre prit fin le 2 février 1848 par le traité Guadalupe Hidalgo.

[4] La crise irakienne permet de faire passer au second plan des « affaires » aussi importantes que celles qui éclaboussent M. Thomas White, actuel secrétaire général de l'armée américaine, impliqué dans le scandale Enron, et M. Richard Cheney, mis en cause pour avoir reçu 8,5 millions de dollars de l'entreprise Haliburton lorsqu'il l'a quittée pour devenir vice-président.